

BENJAMIN HOCQUE
LYDIA KERNEVEZ

Collection dirigée par
XAVIER DURAND

Réussir le DSCG 6

ÉPREUVE ORALE D'ÉCONOMIE

*L'essentiel à connaître
pour réussir*

*33 exercices
corrigés type examen*

*QCM
d'auto-évaluation*



+ Les conseils et les astuces
des correcteurs de l'épreuve

EYROLLES

Réussir le DSCG 6
Épreuve orale d'économie
se déroulant partiellement
en anglais

Groupe Eyrolles
61, bd Saint-Germain
75240 Paris Cedex 05

www.editions-eyrolles.com

Ouvrage dirigé par Caroline Selmer

En application de la loi du 11 mars 1957, il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement le présent ouvrage, sur quelque support que ce soit, sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris.

© Groupe Eyrolles, 2013
ISBN : 978-2-212-55507-3

Benjamin HOCQUE
Lydia KERNEVEZ

Réussir le DSCG 6

Épreuve orale d'économie se déroulant partiellement en anglais

Collection dirigée par Xavier DURAND

EYROLLES



Sommaire

Introduction	VII
Programme de l'épreuve	IX

PARTIE 1

SYSTÈMES ÉCONOMIQUES ET RÉGULATION DES MARCHÉS

AXE 1 : SYSTÈMES ÉCONOMIQUES

Le capitalisme en tant que système économique	3
La diversité des capitalismes	10
Histoire du capitalisme et crises économiques	19

AXE 2 : MARCHÉS ET INTERVENTION DE L'ÉTAT

Marché et efficacité économique	29
Les politiques conjoncturelles	37
Les politiques structurelles	47

AXE 3 : LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Croissance économique et progrès technique	56
Les modèles de croissance endogène	64
État et diffusion du progrès technique	72

AXE 4 : CHANGEMENT TECHNOLOGIQUE ET MARCHÉ DU TRAVAIL

Le chômage	79
Emploi et qualification	85
Marché du travail et flexibilité	93
▶ QCM : Marché et intervention de l'État	101
▶ QCM : Chômage et marché du travail	103
Conseils de préparation	104

PARTIE 2

COMPÉTITIVITÉ, TERRITOIRES ET ÉCONOMIE DE LA CONNAISSANCE

AXE 1 : COMPÉTITIVITÉ ET INDUSTRIE

La politique industrielle	107
Les enjeux de la compétitivité française	115
Les pôles de compétitivité	125

AXE 2 : TERRITOIRES ET RÉSEAUX

L'économie spatiale	135
Réseaux, innovation et dynamique spatiale.....	144

AXE 3 : ÉCONOMIE DE L'IMMATÉRIEL

Les actifs immatériels et la tertiarisation.....	151
Les nouvelles technologies d'information et de communication (NTIC)	160

AXE 4 : ÉCONOMIE DE LA CONNAISSANCE

Économie de la connaissance	167
Innovations	174
La protection de la propriété intellectuelle	184
► QCM : Économie de l'immatériel et de la connaissance.....	191
Conseils de préparation	192

PARTIE 3

RAPPORTS SOCIAUX ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

AXE 1 : ÉCONOMIE DU DÉVELOPPEMENT

Développement et inégalités.....	195
Le rôle des institutions internationales dans la croissance	203
Les effets de la mondialisation.....	213

AXE 2 : ÉCONOMIE DE L'ENVIRONNEMENT

Le développement durable.....	223
Croissance durable et décroissance.....	232
Environnement et coopération internationale.....	241

AXE 3 : ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Économie non marchande	250
Solidarité et justice sociale.....	259

AXE 4 : PROTECTION SOCIALE

Les modèles fondateurs de la protection sociale.....	267
Crise de la protection sociale	276
Les retraites	285
▶ QCM : Économie du développement et mondialisation	294
▶ QCM : Économie sociale et solidaire	296
Conseils de préparation	297
Index	299

Introduction

Cet ouvrage fait partie d'une collection destinée aux candidats, étudiants ou professionnels, qui souhaitent se présenter à l'examen du diplôme supérieur de comptabilité et de gestion (DSCG). Il prépare plus précisément à l'épreuve orale d'économie se déroulant partiellement en anglais (UE 6). Il contient une synthèse des connaissances correspondant au programme ainsi que des applications destinées à familiariser les candidats avec la méthodologie de l'épreuve.

De ce fait, la lecture de cet ouvrage permet au candidat d'acquérir les connaissances nécessaires, prévues par le programme de l'examen, et d'en autoévaluer l'assimilation tout en s'entraînant à les restituer face à un sujet précis. Dans le but de faciliter l'apprentissage, l'ouvrage a été structuré en thématiques, rassemblées en axes, eux-mêmes regroupés en parties. Il comporte trois grandes parties : la première traite des différents systèmes économiques et du rôle des marchés dans la croissance économique. L'objet de la deuxième partie engage une réflexion sur les problématiques de compétitivité des entreprises, des territoires et des réseaux en intégrant la dynamique de l'innovation et de la connaissance. Enfin, la troisième partie porte sur la connaissance des rapports sociaux et environnementaux à travers l'étude de l'économie du développement, de l'économie de l'environnement, de l'économie sociale et solidaire et des systèmes de protection sociale.

La présentation à l'examen se fait en français, mais les réponses aux questions se feront pour la première partie en français et pour la seconde partie en anglais. Le candidat ne fera pas d'emblée sa présentation en anglais.

La rédaction de chaque thématique a été guidée par le souci de permettre au candidat d'optimiser son processus d'apprentissage, selon les étapes suivantes :

- S'assurer d'une bonne compréhension des mots et concepts clés dont les définitions figurent en début de thématique.
- Connaître les faits historiques, courants et données qui permettent au candidat de contextualiser le thème étudié grâce à une synthèse de quelques pages.
- Tester sa compréhension du thème face à un sujet précis afin de développer une analyse critique structurée pertinente, qui est la réponse attendue lors de l'examen du DSCG, par des mises en situation.
- Confronter cette analyse à une proposition de correction suggérée par les auteurs.

- Autoévaluer ses connaissances à la fin de chaque axe d'étude pour conforter ses acquis et/ou identifier ses axes de progression par des QCM corrigés. Les réponses, tout en s'efforçant de rester concises, tentent d'apporter les éléments d'information essentiels, rappelant les définitions et les données statistiques fondamentales, résument les points de vue de nombreux auteurs. Certaines sont relativement approfondies. La démarche sera fructueuse si le candidat/lecteur, face à chaque question, s'efforce de trouver lui-même les éléments explicatifs et le choix d'une ou plusieurs réponses. La qualité des arguments qui fondent les réponses doit compter davantage qu'un bon score.

Cet ouvrage est susceptible d'intéresser également les étudiants de sciences économiques, d'AES et des IUT ainsi que les étudiants préparant les concours d'entrée aux grandes écoles (HEC, ESSEC...) et aux IEP (sciences politiques...). Il peut être aussi un outil indispensable pour les candidats qui préparent les concours de l'enseignement (CAPES, agrégation de sciences économiques et sociales...). C'est enfin un outil d'analyse permettant de comprendre les problématiques économiques et sociétales actuelles.

Le titre de l'épreuve d'économie mentionne un usage partiel de la langue anglaise. À l'image de l'examen, chaque mise en situation associe une proposition de sujet en français à un document de langue anglaise, ayant vocation à illustrer les propos du candidat. Il est à noter que, lors de l'épreuve orale d'économie, le candidat présente son argumentaire en français. C'est lors des échanges avec le jury que le candidat sera ensuite amené à utiliser partiellement la langue anglaise.

Programme de l'épreuve

I. L'ÉPREUVE ET LE PROGRAMME OFFICIEL

I.1. Le programme officiel

- L'existence de différents modèles de capitalisme
- Croissance, changement technologique et emploi
- Économie de la connaissance et de l'immatériel
- Réseaux, territoires, pôles de compétitivité
- Croissance économique, équilibres sociaux et environnementaux
- Marché et économie non marchande
- Protection sociale et solidarité

I.2. Organisation de l'épreuve

- Préparation en loge pendant 2 h sans autres documents que ceux fournis avec le sujet.
- Jury constitué de 3 experts : un économiste, un gestionnaire (expert-comptable, professeur, représentant d'entreprise...), un professeur d'anglais.
- Exposé en français : 20 minutes maximum.
- Entretien questions/réponses en français avec le jury : 20 minutes maximum.
- Entretien questions/réponses en anglais avec le jury : 20 minutes maximum.
- Coefficient : 1.

I.3. L'évaluation du candidat

► 1. Critères d'évaluation (1) : les aptitudes

Les aptitudes évaluées sont les suivantes :

- savoir dégager une problématique ;
- construire un exposé structuré ;

- s'exprimer de façon rigoureuse (français/anglais) ;
- défendre de façon argumentée ses positions ;
- mobiliser ses connaissances avec pertinence ;
- intégrer à bon escient dans le discours les faits d'actualité.

► 2. Critères d'évaluation (2)

Exposé (capacité à :)	TI	I	S	TS	NOTE
Dégager une problématique pertinente par rapport au sujet proposé					
Construire un exposé structuré (plan cohérent, introduction, conclusion)					
Exploiter les documents fournis					
Intégrer dans le discours les faits d'actualité					
Mobiliser les connaissances en lien direct avec le sujet					
Présenter l'exposé de façon convaincante					
Note de l'exposé (sur 10 points)					
Entretien (capacité à :)					
Écouter et comprendre les questions du jury en langue française					
Écouter et comprendre les questions du jury en langue anglaise					
Défendre de façon argumentée ses positions					
Mobiliser les connaissances en lien direct avec le sujet					
S'exprimer de façon rigoureuse en Français					
S'exprimer de façon rigoureuse en Anglais					
Note de l'entretien (sur 10 points)					
NOTE GLOBALE (sur 20 points)					
Appréciation générale					

II. AVANT L'ÉPREUVE

II.1. Les prérequis

Le candidat doit :

- maîtriser le programme du DSCG et notamment celui de l'épreuve n° 5 d'économie ;
- effectuer une révision intensive des fondamentaux du programme.

II.2. Le cours et les sujets de réflexion

Le candidat doit :

- utiliser son cours comme base de travail ainsi que des lectures académiques diversifiées ;
- rédiger des fiches de synthèse en s'appuyant sur le cours et en l'enrichissant ;
- s'entraîner avec les questions de réflexion...

III. LA PRÉPARATION EN LOGE

III.1. Analyser le sujet

- Lire attentivement le sujet proposé : relever des éléments qui vont permettre de comprendre les enjeux et de dégager une problématique, une réflexion.
- Délimiter le cadre spatio-temporel et justifier l'intérêt du sujet dans ce cadre.
- Faire attention à la place des mots, singulier ou pluriel, mots de liaison, sujet sous forme interrogative ou affirmative.

III.2. Construire une problématique. Analyser le sujet

- Objectif : montrer que vous avez réfléchi aux orientations possibles et compris le sujet posé.
- Votre plan devra répondre à votre problématique.

III.3. Le plan détaillé : schéma théorique avec des arguments

► 1. 1^{er} axe de réflexion (ou 1^{re} idée essentielle)

1.1. 1^{re} sous-partie

Argument n° 1.

Argument n° 2...

Phrase de transition

1.2. 2^e sous-partie

Argument n° 1.

Argument n° 2...

Conclusion partielle et phrase de transition

► 2. 2^e axe de réflexion (ou 2^e idée essentielle)

2.1. 1^{re} sous-partie

Argument n° 1.

Argument n° 2...

Phrase de transition

2.2. 2^e sous-partie

Argument n° 1.

Argument n° 2...

Conclusion partielle et phrase de transition

III.4. L'introduction et la conclusion

L'introduction doit :

- amener le sujet [définir les mots clés du sujet, en montrer leur articulation et trouver une accroche (fait d'actualité, fait historique, référence à une lecture d'ouvrage...)] ;
- poser la problématique ;
- énoncer le plan.

La conclusion donne une :

- synthèse de l'exposé (bilan) ;
- réponse à la problématique ;
- ouverture.

IV. L'EXPOSÉ

IV.1. Se présenter au jury

- Faire un effort vestimentaire.
- Adopter une attitude polie et courtoise.

- Être naturel.
- Présenter la convocation et une pièce d'identité.

IV.2. L'exposé pour convaincre

Durée : 20 minutes pour convaincre, mais des erreurs à éviter.

L'exposé se déroule en présence du jury (composé de trois personnes maximum). Le candidat n'est, en principe, pas interrompu pendant cette séquence.

Il convient de s'adresser au jury, si possible sans lire les notes (prendre de la distance par rapport aux notes).

Il est recommandé d'éviter :

- une attitude nonchalante ou désinvolte ;
- un discours monotone, inaudible, ennuyeux ;
- un ton supérieur ou arrogant ;
- un discours idéologique.

Il est apprécié de montrer que vous savez prendre en considération les thèses concurrentes et respecter les oppositions d'idées.

V. L'ENTRETIEN

V.1. L'entretien en français

Durée : 20 minutes maximum

Le candidat est invité à répondre à des questions diverses et variées portant sur sa présentation, le sujet initial ou des aspects connexes.

Il est recommandé d'éviter :

- d'interrompre l'examineur dans la formulation de sa question ou de ses commentaires ;
- d'adopter un ton supérieur ou arrogant ;
- de se contredire, sauf à reconnaître une erreur de raisonnement et à la rectifier ;
- de formuler des réponses trop brèves, par oui ou par non ;
- d'adopter un ton nonchalant, désabusé.

V.2. L'entretien en anglais

Durée : 20 minutes maximum

Les questions et les réponses sont, là aussi, relatives au sujet et au(x) document(s) qui l'accompagne(nt).

VI. SYNTHÈSE : QUELQUES CONSEILS

- Soigner l'introduction, les transitions et la conclusion.
- Inclure dans le discours des références académiques.
- Faire référence à des faits d'actualité.
- Faire référence au texte attaché au sujet.
- Éviter d'aborder des thèmes non maîtrisés.
- Respecter le temps imparti (poser sa montre sur le bureau).
- Se méfier des postures trop originales.
- Éviter l'humour malvenu.
- Faire preuve de dynamisme sans en faire trop.
- Soigner sa présentation vestimentaire tout en restant simple.
- Regarder l'ensemble de l'auditoire.
- Ne pas faire d'emblée sa présentation en anglais.

PARTIE 1

Systemes économiques et régulation des marchés

AXE 1 : SYSTÈMES ÉCONOMIQUES

Le capitalisme en tant que système économique

TERMES CLÉS

Capitalisme

Le capitalisme décrit un système économique qui repose sur la propriété privée des moyens de production et la prédominance des marchés comme mode de coordination des agents économiques *via* l'ajustement des prix. L'importance accordée au rôle du marché explique qu'une économie capitaliste est souvent qualifiée d'économie de marché.

Économie de marché

L'économie de marché désigne une économie dans laquelle l'ensemble des relations économiques passe par le marché ou s'effectue en référence au marché. Elle combine liberté individuelle, concurrence et propriété privée. L'économie de marché repose sur des entreprises dont les décisions ne sont pas centralisées, ou dirigées, même si elles peuvent être influencées par des lois, des règles, des incitations fiscales.

Marché

Un marché désigne le lieu de confrontation (physique ou virtuel) entre l'offre et la demande pour un bien ou service. Sur le marché, les agents individuels se coordonnent afin d'aboutir à un prix d'équilibre selon la « loi de l'offre et de la demande ». La notion de marché est une représentation théorique visant à découvrir les mécanismes d'ajustement de l'offre et de la demande de biens, de services, de capitaux et de travail. Son fonctionnement est assuré par une libre fixation des prix. Adam Smith (1776) se réfère à la « main invisible », tandis que pour Walras (1874), un « commissaire-priseur » suit un processus de tâtonnement pour ajuster les quantités offertes aux quantités demandées.

Économie mixte

Une économie mixte désigne un système économique incorporant des éléments d'inspiration capitaliste et socialiste. Elle représente donc la majorité des systèmes économiques réels qui combinent libertés individuelles et décisions collectives, marché et intervention publique, secteurs privés et publics.

Économie planifiée ou dirigée

Système économique et social dans lequel les décisions de production et d'investissement sont planifiées par l'État. Ce système, caractérisé par la propriété collective des moyens de production, rassemble les pays inspirés par l'idéologie socialiste.

Système économique

Un système économique est caractérisé par des règles, comportements, activités, relations et/ou rapports sociaux, institutions, conventions... Nous distinguons trois systèmes économiques : l'économie de marché, l'économie planifiée (ou dirigée) et l'économie mixte.

Apparu au XIX^e siècle au sein de l'école historique allemande, le terme « capitalisme » désigne le processus d'accumulation du capital, à l'origine de la création de richesses. En tant qu'idéologie, le capitalisme s'oppose au communisme qui a inspiré le système socialiste des économies planifiées. Le capitalisme repose sur l'économie de marché, caractérisée par l'existence de marchés comme mode principal de coordination de l'activité économique.

⚠ Attention à ne pas assimiler le capitalisme à l'économie de marché.

L'efficacité de ce mode, dominant aujourd'hui depuis l'effondrement des économies de l'Est au début des années 1990, fait l'objet de controverses. Selon certains économistes, l'économie de marché favoriserait l'intérêt général en conciliant les intérêts individuels, ou au contraire serait pour d'autres la cause d'inefficiences.

I. LES VERTUS DU MARCHÉ

Adam Smith, père de l'école classique, analyse les fondements du capitalisme libéral en insistant sur l'importance des mécanismes de marché. Selon lui, le marché naît spon-

tanément du penchant naturel des hommes à échanger entre eux. Associé à la libre concurrence, le marché permet aux individus, naturellement mus par l'appât du gain, de satisfaire leurs intérêts *via* un mécanisme mal élucidé appelé la « main invisible ». Autre économiste classique, Jean-Baptiste Say envisage l'économie de marché comme le seul modèle générateur d'une harmonie économique, sociale et politique. Léon Walras cherchera par la suite à démontrer mathématiquement l'efficacité du marché et de « la main invisible ». À travers la fiction du « commissaire-priseur », il imagine un mécanisme de tâtonnement conduisant à l'équilibre général, c'est-à-dire à une situation dans laquelle tous les marchés sont à l'équilibre.

⚠ Ce mécanisme correspond à ce que l'on appelle la loi de l'offre et de la demande.

L'apport de Léon Walras est de montrer que grâce au marché un optimum économique peut exister.

Théoricien de la nouvelle pensée libérale, Friedrich Hayek qualifie le marché « d'ordre spontané », par opposition à « l'ordre artificiel » construit par l'homme et à « l'ordre naturel » fruit de l'action divine. Selon lui, le marché est un ordre supérieur sur lequel toute intervention étatique est inefficace.

II. UNE RÉGULATION SOUHAITABLE

Dans les sociétés occidentales, le marché s'est généralisé entre le XII^e et le XVIII^e siècle, encadré par des institutions le réglementant. Certaines critiques remettent en cause le fonctionnement automatique du marché et démontrent la nécessité de le réguler. Au sein même de l'école classique, John Stuart Mill et Jean de Sismondi dénoncent un capitalisme « sauvage », peu soucieux d'une justice sociale. Karl Marx, penseur du communisme, incrimine le « mode de production capitaliste », qui repose sur l'exploitation du facteur travail et engendre des luttes entre classes sociales, condamnant la pérennité du système.

⚠ Marx n'emploie pas le terme « capitalisme », mais l'expression « mode de production capitaliste ».

En extorquant la plus-value aux employés, les détenteurs de capital amassent des profits qui sont progressivement érodés par la tendance historique à la substitution du capital au travail. Il en résulte moins de possibilités pour investir et alimenter la croissance économique et, à terme, la survenance de crises économiques.

Léon Walras, lui-même fondateur du modèle central de la pensée libérale, s'oppose au capitalisme concurrentiel et appelle l'intervention de l'État quand la concurrence se

révèle inadaptée. Il admet que son modèle, celui d'une concurrence parfaite avec un prix d'équilibre résultant de l'ajustement entre offre et demande par un commissaire-priseur, est un idéal éloigné de la réalité. Alfred Marshall, considéré comme un des fondateurs de l'école néoclassique, met en évidence le fait qu'en présence d'externalités ou effets externes, le marché ne conduit pas à un optimum économique.

❗ **L'école néoclassique succède à l'école classique.**

Ces effets externes sont définis comme les conséquences de l'action d'un agent économique sur la collectivité, et ne sont pas pris en compte par le marché, c'est-à-dire qu'ils sont « sans prix ». Un exemple classique d'externalité est représenté par les effets nocifs de l'activité polluante d'une entreprise sur la qualité de vie des riverains. Ces effets ne donnent lieu à aucune indemnisation pour le préjudice subi. Partant du constat que dans la réalité les effets externes sont innombrables, il s'ensuit que le marché ne conduit pratiquement jamais à une situation d'équilibre général.

III. L'ALTERNATIVE SOCIALISTE

Au XIX^e siècle, les socialistes dits « utopiques », Henri de Saint-Simon, Charles Fourier et Robert Owen, développent leur pensée en réaction aux inégalités générées par le capitalisme. Ils sont à l'origine de la création de coopératives fonctionnant sur la propriété collective des moyens de production. Ce socialisme associatif qui visait à garantir l'intérêt collectif n'a été expérimenté que de façon temporaire, faute de réalisme.

De façon plus radicale, Marx prône la révolution sociale pour mettre fin à l'exploitation du travail. Le marxisme a représenté un courant dominant après la Seconde Guerre mondiale en Union soviétique, en Chine et dans les années soixante à Cuba. L'éclatement du bloc soviétique au début des années quatre-vingt-dix et la transition de la Chine vers une économie de marché témoignent de la convergence des systèmes économiques vers un modèle mixte, censé combiner les avantages respectifs de l'économie de marché et de la centralisation. Une économie mixte laisse la coordination aux marchés tout en ayant recours à l'État lorsque ceux-ci sont défaillants.

POUR ALLER PLUS LOIN...

Braudel F., *La Dynamique du capitalisme*. Flammarion, 1988.

Braudel F., *Civilisation matérielle, économie et capitalisme (XV^e-XVIII^e siècle)*, Armand Colin, 1967.

Jeantet T., *L'Économie sociale : une alternative au capitalisme*, Économica, 1968.

Polanyi K., *La Grande Transformation*, Gallimard, 1944.

Sismondi J., *Nouveaux principes d'économie politique*, Delaunay, 1819.

MISE EN SITUATION

Sujet : Le marché est-il un ordre naturel ou réglementé ?

DOCUMENT

Perfect tomatoes are the proof of capitalism's triumph.

Emma Duncan, *The Times*, Oct. 16, 2010.

My sister has recently taken to growing tomatoes. An economist by profession, she is relatively new to horticulture, but to make up for her inexperience she has lavished love and compost on her plants. So the fact that their fruit are squishy, tasteless and vastly inferior to the sweet, succulent tomatoes available in supermarkets has been a grave disappointment to her.

If supermarket tomatoes are better than my sister's, it is hardly surprising. Tesco has £14 billion worth of assets and a workforce of nearly half a million dedicated to delivering the perfect tomato (and a few other product lines) to shoppers. My sister has a bag of compost and a warm personality.

But there's a certain sort of modern sentimentality, rooted in the holistic socialism of William Morris and manifesting itself today in the fad for allotments, which believes that if we all grew our own food we would have better veg and better souls.

You do not even have to try one of my sister's vile tomatoes to know that the first of those claims is nonsense. You would not employ a market gardener to set interest rates, so why would you expect an economist to produce decent veg? Growing tomatoes is a complicated business which, when done commercially, is divided into many specialised tasks. Scientists beaver away in seed companies developing the perfect seeds; agricultural technologists work out the ideal mix of fertiliser; farmers nourish their plants with just the right amount of water and sunlight; supermarket buyers scour southern Europe and North Africa for the perfect produce. An amateur in a damp garden in east Oxford is hardly likely to be able to compete with a global industry.

The argument about the quality of the veg, then, is easily won. But what about the matter of souls? That the first sentence of *The Wealth of Nations* homes in on the division of labour indicates how fundamental it is to the modern economy. Adam Smith illustrates his point not through tomatoes, which were thin on the ground in 18th-century Scotland, but through pins. There were, he discovered by going round a pin factory, 18 tasks involved in making a pin. A single workman doing all the jobs by himself, he

reckoned, would be able to produce maybe 20 pins a day. A workshop of ten men who divided the tasks between them could produce 48,000.

Smith had no doubt that the division of labour made workers more productive, but he was concerned that it would lead to “mental mutilation”. Education, he felt, would mitigate this damage; which is why he became one of the earliest proponents of state-funded schooling. Worry about the consequences of specialisation is a common thread in economic thought. Marx believed that the division of labour would “alienate” people from the things they made and, ultimately, from themselves. Revolution was the only solution.

This train of argument suggests the gloomy conclusion that capitalism produces good tomatoes but sad people. It’s a widespread notion these days, which sits comfortably with the argument in *The Spirit Level*, an unexpected current bestseller that links economic growth with social dysfunction.

But I suspect it’s wrong. Amateurs are all very well, but by and large people like doing things that they are good at, and the more they do a job, the better they get at it. Doing things badly is depressing: my sister was rather downcast by her horticultural failure.

I think she should stick to economics, and leave tomatoes to the supermarkets. Then I’d have a happier sister and better salads.

Emma Duncan is deputy editor of *The Economist*. The fad for allotments is a manifestation of modern sentimentality.

For best results, leave it to the experts...

CORRIGÉ

Le marché est-il un ordre naturel ou réglementé ?

1. Le marché répond à un penchant naturel

1.1. Adam Smith envisageait le marché comme la concrétisation de la tendance naturelle des hommes à échanger des marchandises. Il naît plus précisément de la marchandisation des échanges permise par l’expansion de la logique économique.

1.2. Le marché permet une allocation optimale des ressources. En théorie, le marché est défini par les économistes comme l’espace de rencontre entre l’offre et la demande. Construction walrasienne, c’est un mode de coordination des choix individuels. Dans un cadre de concurrence pure et parfaite, le marché conduit à un équilibre économique, dit « optimum de Pareto ».

1.3. Cette efficacité des marchés prévaut... dans un cadre théorique. Kenneth Arrow et Gérard Debreu (1954) montrent qu’un équilibre concurrentiel existe, mais uniquement

dans des conditions très restrictives relativement éloignées de la réalité. Même dans les périodes d'influence politique libérale, le marché ne s'est jamais vraiment réalisé selon les préceptes théoriques.

2. Le marché diffère de la vision théorique, idéale

2.1. Partant du constat selon lequel marché théorique et marché réel divergent, une régulation du marché semble nécessaire. Karl Polanyi (1944) affirme que le marché a besoin d'être régulé afin de ne pas se résumer à la loi du plus fort. Dans la réalité, le marché fonctionne d'abord selon des contraintes historiques, politiques et sociales complexes. Tout marché est effectivement réglementé pour que les échanges s'y effectuent de façon régulière, soient sécurisés et les abus sanctionnés.

2.2. Le marché est façonné par le contexte institutionnel. Selon Fernand Braudel (1967), le marché est donc d'abord une affaire d'institutions. Aux États-Unis, les premiers économistes institutionnalistes avancent que le capitalisme se doit d'être étudié par rapport au contexte institutionnel dans lequel il s'exerce. Ce contexte est par exemple celui de la « société du business » d'après Thorstein Veblen ou le « capitalisme des banquiers » selon John Roger Commons. Au début du XX^e siècle, Veblen explique l'accumulation sans fin inhérente au capitalisme par une consommation ostentatoire motivée par le désir de s'élever socialement. John Roger Commons souligne, quant à lui, le pouvoir croissant des institutions bancaires. Selon John Maynard Keynes (1936), l'économie de marché sans l'intervention de l'État n'a aucune raison d'aboutir à l'équilibre du système économique. L'État doit donc intervenir pour pallier les déficiences du marché, notamment par des politiques conjoncturelles.

AUTRES SUJETS POUR S'ENTRAÎNER

- Le marché permet-il une allocation optimale des ressources ?
- La régulation par le marché est-elle efficace ?
- Pourquoi les systèmes centralisés tendent-ils à disparaître ?

La diversité des capitalismes

TERMES CLÉS

Banque mondiale (BM)

La Banque mondiale a pour but de lutter contre la pauvreté mondiale en accordant des prêts aux pays en développement, en particulier pour investir dans l'éducation, la santé, l'administration publique, l'infrastructure, le développement du secteur financier et du secteur privé, l'agriculture, la gestion de l'environnement et des ressources naturelles. Elle assure le financement des grands projets de développement avec l'accord du FMI. Elle incite les pays en développement (PED), surtout les Pays les moins avancés (PMA), à mettre en œuvre des politiques d'ajustement structurel et d'investissement pour accroître leurs richesses. Elle siège à New York et est composée de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et de l'Association internationale de développement (IDA).

Capitalisme

Le capitalisme décrit un système économique qui repose sur la propriété privée des moyens de production et la prédominance des marchés comme mode de coordination des agents économiques *via* l'ajustement des prix. L'importance accordée au rôle du marché explique qu'une économie capitaliste est souvent qualifiée d'économie de marché.

Consensus de Washington

Ce consensus rassemble des mesures préconisées par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale pour permettre aux pays endettés de gérer une situation économique difficile. Il s'inspire de recommandations formulées par l'économiste John Williamson en 1989.

Fonds monétaire international (FMI)

Le FMI assure la stabilité des taux de change en fournissant des liquidités sous forme de prêts. Il apporte aussi une assistance financière aux pays pauvres qui connaissent des déficits de balance de paiements, surtout aux PMA. En contrepartie, ces pays s'engagent à appliquer des programmes d'ajustement structurel (PAS) standard. Les principales mesures sont la privatisation des entreprises, la libéralisation du commerce et des marchés financiers destinés à favoriser les investissements, la dérégulation.

Plans d'ajustement structurel

Ces programmes établis dès les années quatre-vingt décrivent les conditions suivant lesquelles les pays du Sud peuvent bénéficier d'un rééchelonnement de leur dette, notamment en appliquant des mesures qui ont été résumées dans le consensus de Washington.

I. LA VOIE UNIQUE DU CONSENSUS DE WASHINGTON

I.1. Les objectifs du consensus

Dans les années soixante-dix, le ralentissement de l'économie mondiale et les politiques anti-inflationnistes associées ont conduit à une hausse brutale des taux d'intérêt, déclenchant une crise de la dette. De nombreux pays du Sud, qui s'étaient fortement endettés, ont été contraints de solliciter une aide auprès du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM), institutions internationales créées en 1944 à l'issue de la Conférence de Bretton Woods. En échange, ces pays doivent appliquer des plans d'ajustement structurel, d'inspiration néolibérale, qui présagent des critères du futur consensus de Washington.

⚠ Attention à la signification controversée du terme « néolibéralisme ». Il fait ici référence aux politiques économiques libérales post-1970 en réaction à la doctrine keynésienne.

Ce consensus reprend des recommandations formulées par l'économiste John Williamson en 1989 :

- stricte discipline budgétaire ;
- réorientation des dépenses publiques ;
- réforme fiscale ;

- libéralisation des taux d'intérêt ;
- taux de change unique et compétitif ;
- libéralisation du commerce extérieur ;
- élimination des barrières aux investissements directs ;
- privatisation des monopoles ;
- déréglementation des marchés ;
- protection de la propriété privée, dont la propriété intellectuelle.

1.2. The *one best way*

Si l'on en croit les prescriptions du consensus de Washington, la gestion des crises passerait par une application généralisée des préceptes de l'économie de marché, *via* un processus de libéralisation économique.

⚠ S'assurer d'être capable de définir distinctement capitalisme, libéralisme et économie de marché.

Les objectifs affichés dans le consensus sont les suivants :

- stabilité des prix ;
- solde de la balance courante équilibré ;
- priorité donnée à la concurrence.

Doctrine dominante depuis la fin des années soixante-dix, le renouveau du néolibéralisme bénéficie de l'effondrement du bloc soviétique au début des années quatre-vingt-dix, contre-modèle unique où prévalait la doctrine socialiste.

En d'autres termes, tous les pays contraints ont pour mission d'appliquer les mêmes recommandations, quel que soit leur contexte politique, économique, social et institutionnel. Selon le consensus, il y aurait donc un modèle universel, prôné par le monde occidental, qualifié de *one best way*. Ce modèle permettrait aux pays de s'engager invariablement sur la voie du développement économique sous l'impulsion du FMI et de la Banque mondiale.

Dans un tel cadre, les pays aidés sont envisagés comme des entités similaires, dont les crises économiques s'expliquent principalement par une mauvaise application des lois du marché. Les vertus du marché sont perçues comme universelles, dotées d'une validité scientifique intemporelle indépendante des particularités géographiques, socio-politiques ou culturelles.

Les réformes préconisées par le consensus de Washington ont pu permettre à certains pays de donner un élan à leur rythme de croissance économique. Les phases de développement observées au Mexique, au Brésil ou encore en Indonésie en sont une illustration,

même si elles ont pu se réaliser, en partie, au prix d'une aggravation des inégalités pour les populations locales. Cependant, la propagation de la crise financière, qui a sévi dans les pays asiatiques à partir de 1997, a affaibli la portée du consensus de Washington. Plus que des résultats décevants, un constat d'échec du consensus est reconnu. Il souligne la distance entre deux mondes : celui du modèle classique, cohérent et abstrait, de l'économie de marché opposé aux contextes réels des pays contraints, dotés de caractéristiques propres et hétérogènes. De ce fait, les plans d'ajustement structurel n'ont pas permis à bon nombre de bénéficiaires de profiter de l'octroi des aides pour optimiser leur développement économique.

II. LE BILAN DU CONSENSUS DE WASHINGTON

II.1. La persistance des inégalités

Le bilan de la mise en œuvre du consensus de Washington est plutôt pessimiste.

⚠ Prendre soin de ne pas adopter un discours trop polémique sur un tel sujet.

La pauvreté n'a pas diminué en Amérique latine et a même augmenté en Afrique. Les pays latino-américains, parmi les premiers à avoir appliqué les préconisations libérales des institutions de Bretton Woods dès les années quatre-vingt, ont été victimes de crises récidivantes dans la décennie suivante. Accroissement de la pauvreté, inflation, dégradation des conditions de vie..., les plans d'ajustement structurel ont essuyé de vives critiques. On leur reproche de s'être focalisés sur des aspects purement économiques (stabilité des prix, maîtrise des déficits budgétaires, contrôle de la masse monétaire) aux dépens de considérations sociales. L'objectif de limitation des déficits s'est soldé par une réduction drastique des dépenses sociales et des dépenses destinées aux infrastructures. La logique libérale visant à favoriser la constitution d'une épargne, préalable au financement des investissements productifs, a aggravé la dépendance financière des zones aidées, en permettant aux catégories les plus aisées de placer leurs fonds à l'étranger. La libéralisation des échanges commerciaux et des marchés de capitaux a aggravé les inégalités, tant internationales qu'à l'intérieur même des territoires. Des subventions aux produits de base (pain, lait, sucre, riz...) ont par exemple été supprimées. Enfin, les exportations des pays soumis aux plans d'ajustement structurel ont parfois souffert de mouvements spéculatifs et d'un certain protectionnisme de la part des pays développés.

II.2. Une légitimité contestée

La mise en œuvre du processus de libéralisation et de déréglementation préconisé par le consensus de Washington requiert le soutien d'institutions solides. Or, il semble indéniable que les changements institutionnels, nécessaires à l'accompagnement de ces réformes, ont été négligés à l'intérieur des pays aidés.

D'autre part, l'octroi d'aides conditionnées à des mesures d'ajustement imposées pose la question de la légitimité de toute réforme dictée par un pays ou plusieurs pays tiers. Aux yeux des populations locales, ces réformes ont pu être considérées comme une ingérence étrangère, basée sur l'imposition d'une doctrine libérale. Ce faisant, elles ont favorisé les mouvements de protestation à l'échelle internationale.

Enfin, la portée du consensus est d'autant plus limitée que nombre de pays asiatiques, pour la plupart, se sont développés avec succès sans suivre les prescriptions libérales des institutions de Bretton Woods. La croissance rapide des pays d'Asie de l'Est, par exemple, a permis une réduction de la pauvreté et une amélioration des conditions de vie sans précédent. Et le rôle de l'État a été primordial : adoption de politiques industrielles volontaristes, interventions publiques en faveur des exportations... Le marché subsiste, mais il est soumis aux autorités publiques et à un certain protectionnisme. À Taiwan comme en Corée du Sud, le gouvernement s'est fortement impliqué dans le financement des investissements productifs, des infrastructures et de la formation de la main-d'œuvre. Ces politiques ont démontré leur efficacité en Chine, Inde, Corée du Sud, Thaïlande, Malaisie, à Taiwan... Contrairement au déterminisme du consensus de Washington, elles se sont adaptées aux particularités des contextes locaux et ont su réguler les marchés.

III. UNE AUTRE VOIE POSSIBLE

Des alternatives à la doctrine néolibérale ont été imaginées, principalement par des économistes postkeynésiens et des tenants du courant altermondialiste qui militent pour l'encadrement du marché par les pouvoirs publics. Fondateur du néokeynésianisme, Joseph Stiglitz (2002) défend l'idée que les objectifs de développement sont plus larges que ceux considérés par le consensus de Washington. Il préconise la définition d'une « troisième voie », combinant régulation du système financier, investissement en capital humain, transfert de technologie vers les pays en développement et renforcement du rôle de l'État. Paul Krugman, formé à l'école libérale, souligne également les limites du consensus de Washington. Il se définit comme un progressiste en faveur du développement des institutions, pour plus de justice sociale.

Des mouvements sociaux altermondialistes initiés par des organisations non gouvernementales s'opposent à la tendance à la libéralisation des marchés.

❗ Les mouvements altermondialistes, parmi lesquels Attac, organisent des forums sociaux en réaction aux réunions annuelles du Forum économique mondial.

Ils rassemblent une multitude de groupes se réclamant de courants anarchistes, néo-marxistes ou néokeynésiens... Tous cherchent à définir une alternative au capitalisme mondialisé, en reconnaissant que ce dernier a besoin d'être encadré et légitimé sur le plan social. Les déceptions suscitées par le consensus de Washington ont conduit les institutions de Bretton Woods elles-mêmes à réviser les modalités des plans d'ajustement initiaux et à adopter une démarche plus pragmatique.

Il n'existerait donc pas de modèle unique permettant au capitalisme de s'appliquer avec succès, contrairement à ce que préconise la voie du *one best way*. Il n'y a pas non plus de mondialisation qui conduirait à une convergence des systèmes économiques. Car le capitalisme est multiple et s'applique à diverses situations économiques et sociales sous des configurations institutionnelles variées. Andrew Shonfield (1967) rappelle la main des États qui façonne différents capitalismes, Robert Boyer (la théorie de la régulation) souligne la diversité des formes institutionnelles, tandis que Michel Albert (1991) oppose un capitalisme sauvage anglo-saxon à un capitalisme organisé rhénan.

POUR ALLER PLUS LOIN...

Amable B., *Les Cinq Capitalismes*, Collection Économie humaine, Éditions du Seuil, 2005.

Albert M., *Capitalisme contre capitalisme*, Éditions du Seuil, 1991.

Shonfield A., *Modern Capitalism : The Changing Balance of Public and Private Power*. Oxford University Press, 1967.

Stiglitz J., *La Grande Désillusion*, Fayard, 2002.